



Cultiver le désastre : le programme Grow permet aux multinationales de développer leur mainmise sur l'agriculture

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 19 janvier 2017

grain.org

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Amérique latine & Caraïbe](#), [Asie](#)

Thème: [Environnement](#), [Transnationales](#)

Photo : [M. Vinh Xuan Toa cultive des légumes sous contrat avec le supermarché Metro à Ho Chi Minh-Ville, dans le cadre d'un projet coordonné par une entreprise membre de Grow Asie, Fresh Studio, et financé par le gouvernement néerlandais.](#)

Les principaux groupes agro-industriels mondiaux sont en train de déployer un programme de partenariat public-privé destiné à prendre le contrôle de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays du Sud.

Des milliers de serres sont agglutinées le long des vallées de la province de Lam Dong dans les hauts plateaux du centre du Vietnam. La nuit, la puissante lueur qui s'en échappe illumine un flot constant de camions transportant vers Ho Chi Minh-Ville ou les ports voisins des fruits, des légumes, des fleurs et des plantes aromatiques destinés à l'exportation. Il existe ici une vive concurrence entre les négociants. Le climat est idéal pour la production d'un certain nombre de cultures de rapport à forte valeur ajoutée, et les entreprises se battent pour sécuriser leur approvisionnement en produits agricoles ou pour conserver une part du marché lucratif des intrants chimiques, des semences et de matériels agricoles tels que des bâches en plastique pour les serres ou des tuyaux d'irrigation goutte à goutte.

Dans les hauts plateaux, l'agriculture est un secteur d'activité aux enjeux considérables. Chaque saison, les agriculteurs misent sur la culture dont le prix sera le plus élevé ou sur la nouvelle variété de semences qui atteindra les rendements promis par les distributeurs. Parfois, les gains sont importants. Mais il est tout aussi fréquent d'avoir des pertes à la suite de mauvaises récoltes, d'une baisse soudaine des prix ou d'arnaques des négociants. La dette pèse lourdement sur les agriculteurs de la région.

L'argent n'est pas le seul problème. Une crise imminente menace l'approvisionnement en eau en raison de l'épuisement des nappes phréatiques et de la pollution causée par l'infiltration des pesticides et des engrais, ce qui est en train d'aboutir à une crise de santé publique. Les conflits fonciers sont également en hausse, surtout dans les collines où vivent des communautés autochtones. Enfin, la production d'un si grand nombre de cultures qui ne sont pas consommées par les populations locales fait peser une menace potentielle sur la sécurité alimentaire. La plupart des agriculteurs semblent d'accord pour dire que le gouvernement n'a pas fait grand chose pour résoudre ces difficultés.

C'est dans ce contexte que certaines des plus grandes multinationales agroalimentaires du

monde sont en train de déployer un programme promettant des solutions « basées sur le marché ». Les hauts plateaux du Vietnam central servent de vitrine à Grow Asie, un programme agricole dirigé par Nestlé, PepsiCo, Monsanto et d'autres géants de l'alimentation et du secteur agro-industriel. Grow Asia est le volet sud-est asiatique d'une initiative mondiale menée dans le cadre du Forum économique mondial, la « Nouvelle vision pour l'agriculture », qui promet d'augmenter la production alimentaire, la durabilité environnementale et les perspectives économiques à l'échelle mondiale de 20 % chaque décennie. Sous l'égide de Grow existent également Grow Afrique, Grow Amérique latine et plusieurs programmes nationaux.

Dans une logique de « partenariat public-privé », les multinationales agro-industrielles qui participent à Grow favorisent des liens étroits avec les gouvernements afin d'accroître leur pouvoir sur les marchés et les chaînes d'approvisionnement. « Tout en prétendant favoriser la sécurité alimentaire et apporter des bénéfices aux petits agriculteurs, le programme Grow, dans la manière dont il se concentre sur un petit nombre de produits de base à forte valeur, révèle son objectif réel : accroître la production d'un tout petit nombre de produits au profit d'un tout petit nombre de sociétés. »>

Des chips de pomme de terre pour la sécurité alimentaire ?

Le principal projet de Grow Asie à Lam Dong encourage la production de pommes de terre dans le cadre de contrats entre des petits agriculteurs et le géant alimentaire américain PepsiCo. Le Vietnam est un marché en plein essor pour les snacks industriels, et PepsiCo est engagé dans une bataille avec le sud-coréen Orion pour la vente de chips de pomme de terre. PepsiCo a besoin d'une variété de pomme de terre particulière pour sa marque de chips, Lay's, et il a essayé d'encourager les agriculteurs vietnamiens à en cultiver davantage. Du fait des pénuries d'approvisionnement locales, PepsiCo a misé sur les importations en provenance d'Europe mais, avec des ventes de chips qui devraient croître de façon exponentielle dans la région de l'ASEAN, l'entreprise veut mettre en place un approvisionnement local plus abordable.

Nguyen Hong Hang, le Directeur du Développement Agronomie de PepsiCo Vietnam, a passé neuf ans à travailler avec les agriculteurs Lam Dong pour les convaincre de cultiver des pommes de terre pour son entreprise. Il n'a pas été facile pour lui d'atteindre l'objectif de PepsiCo qui consiste à augmenter la production locale de 20 % par an. Les bénéfices pour les agriculteurs doivent correspondre à ceux qu'ils peuvent obtenir avec d'autres cultures et, chaque année, environ un quart des agriculteurs sous contrat avec PepsiCo abandonnent ou sont retirés du programme. Les neuf membres de l'équipe technique de M. Nguyen se réunissent régulièrement avec les agriculteurs pour leur fournir des services de vulgarisation et essayer de réduire leurs coûts de production, principalement grâce à des achats en gros d'engrais et des remises sur les plants de pomme de terre. Pourtant, M. Nguyen est inquiet : tous ses efforts pourraient être réduits à néant si le prix des pommes de terre chute à la suite des accords de libre-échange que le Vietnam est en train de mettre en œuvre. Dans ce cas, PepsiCo se tournerait probablement vers les importations ou s'occuperait lui-même de la culture des pommes de terre, comme il le fait en Chine.[1]

L'avantage du projet pour PepsiCo est clair : l'entreprise sécurise l'approvisionnement en pommes de terre dont elle a besoin pour ses chips. Mais en termes de contribution à la sécurité alimentaire, à l'environnement et à la réduction de la pauvreté, le projet Grow de PepsiCo se révèle inutile. Tout d'abord, les chips sont un danger pour la santé publique, pas une source alimentaire. Deuxièmement, les agriculteurs sous contrat avec PepsiCo utilisent

plus d'engrais et de pesticides que tous les autres agriculteurs. Et si certains agriculteurs font des profits en produisant des pommes de terre pour PepsiCo, ces agriculteurs étaient en général relativement riches déjà avant le projet, et n'avaient pas de grosses difficultés à obtenir des revenus comparables avec d'autres cultures.[2] Enfin, il est important de prendre en compte l'impact économique indirect de l'évolution des préférences alimentaires, qui passe de produits traditionnels vendus par des fournisseurs locaux à des aliments transformés contrôlés par des sociétés étrangères.

Malgré ces problèmes, le programme Grow et ses impacts potentiels sur le terrain sont peu connus. Les agriculteurs qui ont un contrat de production de pommes de terre avec PepsiCo ne sont même pas conscients du fait qu'ils font partie d'une entité qui s'appelle Grow Asie. Il en va de même pour les agriculteurs participant aux projets Grow Asie gérés par d'autres entreprises au Vietnam. En réalité, Grow Asie n'est guère plus qu'un ensemble de projets d'agriculture contractuelle - exclusivement conçu par les entreprises agroalimentaires qui en sont membres - qui assure un approvisionnement en produits agricoles à ces entreprises. Le nom Grow vise uniquement à recueillir le soutien du gouvernement et des ONG et à ouvrir un nouvel espace politique aux entreprises pour leur permettre de côtoyer les politiciens et de faire pression en faveur de lois et réglementations favorables aux entreprises.

Au Vietnam, cet espace politique est un Groupe de travail en partenariat public-privé (PPP), composé de 15 représentants d'entreprises américaines et européennes membres de Grow, qui est en relation directe avec le ministre de l'Agriculture. Grâce à ce groupe de travail, les entreprises font pression pour changer les lois et réglementations nationales, et pour rallier le soutien du gouvernement et de certains groupes de la société civile à leurs projets d'investissement. Par exemple, PepsiCo s'est associé à d'autres entreprises membres du Groupe de travail PPP pour plaider en faveur de modifications des lois sur les semences au Vietnam, afin d'éviter les essais coûteux auxquels il doit procéder avant que ses variétés de pommes de terre puissent être cultivées dans le pays.

Il est probable que l'accroissement de l'offre en chips de pommes de terre Lay's - et des profits de PepsiCo - contribuera beaucoup plus à affaiblir la sécurité alimentaire vietnamienne qu'à l'améliorer. Pourtant, de telles allégations sont utilisées pour promouvoir des projets Grow similaires dans le monde entier afin de faire progresser une stratégie de prise de contrôle par les entreprises.

Qu'est-ce que le programme Grow ?

Grow fait partie de la Nouvelle vision de l'agriculture, une initiative du Forum économique mondial (FEM) qui a été lancée en 2009 et est dirigée par 31 des entreprises « partenaires » du FEM intervenant dans le secteur alimentaire, que ce soit dans l'agriculture, la transformation des aliments ou vente au détail. Quatre-vingt dix pour cent de ces entreprises sont basées aux États-Unis et en Europe, et aucune d'entre elles ne vient de Chine, du Brésil, du Japon, de Corée, de Thaïlande ou d'Afrique du Sud, des pays qui possèdent également de grandes sociétés multinationales dans le secteur alimentaire.[3] Pourtant, l'initiative de la Nouvelle vision pour l'agriculture et son programme Grow sont entièrement axés sur l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie - les principaux marchés en expansion pour l'industrie alimentaire mondiale (voir la carte ci-dessous).



Photo : [Nguyen Hong Hang, directeur du développement agronomique à PepsiCo Vietnam \(à droite\)](#) et [l'un des agriculteurs sous contrat avec PepsiCo, M. Phan Tung \(à gauche\)](#), dans la [Province de Lam Dong](#).

La Nouvelle vision pour l'agriculture est un document vague qui préconise des approches fondées sur le marché pour accroître la production alimentaire mondiale et assurer la durabilité environnementale.[4] Elle met principalement l'accent sur une agriculture contractuelle qui lie des petits agriculteurs à des entreprises multinationales (et moins, par exemple, sur les plantations industrielles). Mais les entreprises membres ne sont soumises à aucun cadre ou obligation spécifique. La Nouvelle vision pour l'agriculture est une initiative visant à réunir un sous-ensemble particulier d'entreprises agricoles et de multinationales agro-alimentaires dans le cadre d'une plateforme partagée d'intérêts communs qu'elles peuvent collectivement faire avancer dans des instances politiques clés. En d'autres termes, c'est un groupe de pression.

La Nouvelle vision pour l'agriculture a réussi, grâce à ses programmes et à d'autres prétendus dialogues multipartites, à faire accéder les intérêts de ses entreprises membres directement à certains des milieux les plus influents pour l'élaboration des politiques agricoles. Grâce à son programme Grow Afrique, lancé en juin 2011, les grandes entreprises de la Nouvelle vision ont établi un partenariat avec l'Union africaine et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour mettre en place et superviser « des engagements communs entre les gouvernements, les donateurs et les entreprises ». Le programme a ensuite été introduit dans le G8 en 2012, ce qui a abouti à la création de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, un instrument clé pour contraindre les gouvernements africains à adopter des politiques favorables aux entreprises.[5] Les deux initiatives sont si étroitement liées que Grow Afrique et la Nouvelle Alliance publient leurs rapports annuels sous la forme d'une publication conjointe.[6]

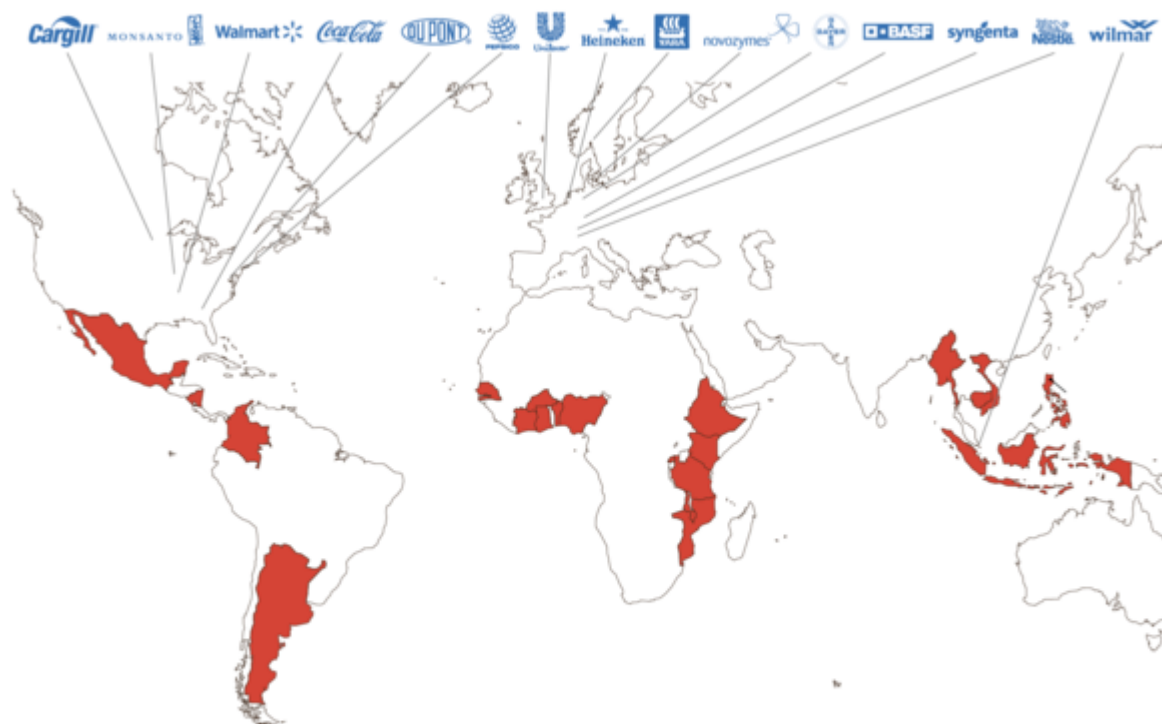
Le programme Grow Asie, quant à lui, se situe dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de son Cadre de sécurité alimentaire. Il a été lancé lors d'un forum de l'agriculture Grow en 2014, avec la participation de huit des dix ministères nationaux de l'agriculture de l'ASEAN, et le Secrétariat de l'ASEAN collabore désormais directement à la mise en œuvre de ses activités.[7]

En Amérique latine, les entreprises de la Nouvelle vision ont les yeux rivés sur l'Alliance du Pacifique (composée du Chili, de la Colombie, du Mexique et du Pérou), mais Grow s'est jusqu'à présent limité à un programme national au Mexique, appelé la Nouvelle vision du développement agricole ou VIDA (son acronyme espagnol).[8] Le programme fonctionne en étroite collaboration avec le Secrétariat mexicain de l'Agriculture (SAGARPA).[9] En juin

2016, le Forum économique mondial a annoncé que trois nouveaux pays d'Amérique latine avaient rejoint son initiative de Nouvelle vision pour l'agriculture : l'Argentine, le Nicaragua (par le biais d'un nouveau partenariat appelé Cultivamos), et la Colombie (par le biais de son programme Colombia Siembra).[10]

Grow est peut être dirigé par les entreprises, mais c'est néanmoins une initiative financée par les gouvernements. Grow Afrique est financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Département britannique du développement international (DFID) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC), tandis que Grow Asie est financé par le ministère des Affaires étrangères et du commerce (DFAT) du gouvernement australien et le ministère des Affaires mondiales du gouvernement canadien (GAC).[11]

Pays dans lesquels Grow est implanté et entreprises participantes*



Pays dans lesquels Grow est implanté et année de lancement du programme :

Grow Amérique latine : Mexique (2011), Nicaragua (2016), Argentine (en cours), Colombie (en cours)

Grow Afrique : Bénin (2015), Burkina Faso (2014), Côte d'Ivoire (2014), Éthiopie (2012), Ghana (2012), Kenya (2011), Malawi (2014), Nigeria (2014), Mozambique (2014), Rwanda (2011), Sénégal (2015), Tanzanie (2011)

Grow Asie : Cambodge (2015), Indonésie (2011), Myanmar (2013), Philippines (2015), Vietnam (2011)

*On pourra trouver la liste des entreprises à l'adresse : <https://www.weforum.org/projects/new-vision-for-agriculture/>

Grow sur le terrain

Le volet « privé » dans les partenariats public-privé préconisés par Grow est constitué des investissements que les entreprises affirment vouloir faire. Les entreprises disent qu'elles prévoient de dépenser 10 milliards USD pour les seuls investissements de Grow Afrique, dont 1,2 milliard avait déjà été investi fin 2015. Cependant, ces chiffres doivent être mis en perspective.[12] Tout d'abord, la plupart des projets d'entreprise sous l'égide de Grow sont des investissements proposés, sans aucune garantie qu'ils seront concrétisés. Deuxièmement, il s'agit de projets des entreprises, qui sont décidés indépendamment de Grow et des autres « parties prenantes ». Ils sont différents des PPP d'infrastructures, dans

lesquels les gouvernements font entrer des entreprises privées pour aider au financement et à l'exploitation des projets sociaux qu'ils veulent construire, comme des hôpitaux ou des routes. Au contraire, Grow fait fonctionner le concept de PPP dans l'autre sens : ce sont les entreprises qui obtiennent des organismes publics – ainsi que des ONG et des organisations d'agriculteurs – un soutien à leurs projets.

L'objectif de ces projets porte sur un tout petit nombre de produits de base à forte valeur ajoutée, gérés par des groupes de travail spécifiques au produit. Les groupes de travail sont généralement co-dirigés par un organisme public et une entreprise. Ces groupes de travail sur les produits de base sont variables selon les pays, plusieurs produits de base visent plusieurs pays en même temps, comme, par exemple, le riz, le maïs, les pommes de terre, le café, le cacao et l'huile de palme. Il n'est pas surprenant que les projets Grow soient axés sur la mise en place de chaînes d'approvisionnement intégrées verticalement de cultures de base et de marché d'intrants pour les entreprises membres, et mettent clairement l'accent sur l'agriculture contractuelle. Outre qu'il crée une dépendance vis-à-vis des entreprises, un tel dispositif accélère l'érosion de la biodiversité locale et traditionnelle (par exemple, le projet de maïs de Monsanto et de Syngenta au Vietnam, voir ci-dessous). Voici quelques exemples :

- Projet Unilever au Vietnam avec deux ONG, la Rainforest Alliance et IDH, de production de thé sous contrat avec deux ONG. Le projet vise à accroître de 30 000 à 35 000 tonnes par an l'approvisionnement d'Unilever en thé certifié, de haute qualité, au Vietnam.[13]
- Projet Nestlé de production de café sous contrat en Indonésie avec Syngenta, Yara, Rainforest Alliance et Rabobank. Le projet mettra en œuvre un plan de financement dans lequel les agriculteurs qui ont des comptes bancaires personnels recevront des prêts de Rabobank et octroieront ceux-ci à d'autres agriculteurs pour qu'ils investissent dans la production de café.[14]
- Projet Diageo de production d'orge sous contrat, avec l'Agence éthiopienne de transformation agricole. L'Agence fera appel à 6 000 petits agriculteurs pour cultiver de l'orge pour Diageo et augmenter de 20 % l'approvisionnement local en orge de l'entreprise.[15]
- Projet Cargill et Monsanto de production de maïs sous contrat en Indonésie, avec la Bank Rakyat Indonesia et un programme de prêt gouvernemental appelé KKPE, qui fournit aux agriculteurs des prêts à faible taux d'intérêt dans le cadre d'un programme national de sécurité alimentaire. En application d'un accord conclu entre Monsanto, Cargill, BRI et trois groupes d'agriculteurs, un crédit KKPE est accordé aux agriculteurs pour leur permettre d'acheter des semences hybrides de Monsanto et de produire du maïs pour l'usine d'aliments pour bétail de Cargill en Indonésie.[16]

Le programme Grow affirme que ces investissements, et d'autres investissements qu'il soutient, respectent les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (IAR).[17] Mais il ne demande pas à ses entreprises membres de se considérer comme responsables en cas de manquements à la réglementation, et il n'effectue aucun suivi ni aucune enquête sur le respect de cette réglementation.[18] Il conseille simplement ses membres et les invite à agir de façon responsable et à faire appel

à la participation de certaines ONG et groupes d'agriculteurs. Grow [19]Asie, par exemple, dispose d'un Conseil de la société civile qui « joue un rôle de conseil pour permettre des retombées sociales et environnementales positives », mais n'a aucune autorité en matière de respect de la conformité.

De plus, il n'y a pas de processus sérieux pour évaluer dans quelle mesure les activités des entreprises soutenues par Grow vont dans le sens des objectifs plus généraux du FEM en matière de production alimentaire, de performances environnementales et d'amélioration des moyens d'existence. Comme pour le projet de PepsiCo au Vietnam, des enquêtes indépendantes sur le terrain à propos de certains de ces projets indiquent que ces derniers sont souvent très loin de répondre aux attentes (Voir ci-dessous).

Un aperçu de quelques projets Grow dans le monde

Le projet de production de maïs de Monsanto et Syngenta au Vietnam

L'un des projets de Grow Asie au Vietnam est un projet dirigé par Monsanto et Syngenta, destiné à aider le ministère de l'Agriculture à convertir, en cinq ans, 668 000 ha consacrés à la production traditionnelle de riz pour l'alimentation humaine, à la production d'un maïs hybride destiné à l'alimentation animale. Monsanto affirme que le projet, situé dans les provinces montagneuses du nord du pays, entraînera une augmentation de 2,5 à 4 fois des profits des agriculteurs. Mais le système de conversion a déjà eu des effets dramatiques sur les populations Xinh Mun qui vivent dans cette région. Au cours des dernières années, un grand nombre d'entre eux ont été encouragés à arrêter de planter leur riz de montagne traditionnel et à planter du maïs à la place. Des hommes d'affaires ont persuadé les villageois de franchir le pas en leur offrant des semences et des engrais, ainsi que des denrées alimentaires de base comme du riz, du sel, du GMS (glutamate monosodique), de l'igname et de la soupe, en échange de la signature de contrats pour cultiver du maïs. Comme bon nombre de ces villageois étaient analphabètes, peu savaient ce que contenaient les contrats.

Les agriculteurs ne se rendaient pas compte qu'ils auraient à rembourser le coût des semences à deux fois leur prix au moment de la récolte, en raison des taux d'intérêt élevés, et parce que les prix augmenteraient encore davantage s'ils ne réussissaient pas à rembourser dans les délais. Les agriculteurs ont souvent fini par payer près de trois fois le prix initial pour les semences. De ce fait, près de 100 % des ménages du village sont maintenant endettés, et 30 à 40 % ont perdu des terres pour rembourser des dettes.[20]



Photo : L'un de ces investissements que Grow Afrique présente comme un exemple

d'investissement responsable, est dirigé par AgDevCo, un « investisseur à impact social » britannique.

Le pôle d'irrigation d'AgDevCo au Ghana

Le Ghana est l'un des 12 pays africains qui participent à Grow Afrique. Le gouvernement est fier des 20 lettres d'intention que les entreprises ont signées, qui représentent 132 millions USD d'investissements dans le pays dans le cadre de Grow Afrique et de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique.[21] L'un de ces investissements, que Grow Afrique présente comme un exemple d'investissement responsable, est dirigé par AgDevCo, un « investisseur à impact social » britannique.

Avec le soutien politique du gouvernement du Ghana et le financement des gouvernements britannique et néerlandais, AgDevCo est en train de construire un « Pôle agricole irrigué » à Babator, dans le nord du Ghana. Le projet a commencé en 2014, lorsque la société a signé un accord avec les autorités traditionnelles qui lui a donné le contrôle sur 10 300 ha pour une période de 50 ans avec une possibilité de renouvellement pour 25 ans.[22]

AgDevCo réalise une grande partie de ses investissements « responsables » dans les terres agricoles en Afrique mais, selon des informations récentes, la société aurait versé des « knocking fees » (pots-de-vin) aux autorités traditionnelles, à l'occasion de l'acquisition de ces terres.[23] Par ailleurs, les membres des communautés locales déplacées par le projet disent qu'on leur avait promis de les associer à un système d'agriculture contractuelle, de leur fournir des semences à haut rendement et de l'eau d'irrigation provenant de la Volta Noire, et de construire des routes, des écoles et une clinique. Aucune de ces promesses ne s'est encore concrétisée et, bien que certaines indemnités aient été versées aux agriculteurs dont les cultures ont été détruites pour faire place au projet, les populations locales disent qu'elles ont été durement affectées par la perte de terres destinées à la production alimentaire et un accès réduit à la pêche du fait de l'utilisation de leurs ressources en eau par le projet.[24]

Mystérieux investissement en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est une cible importante pour les négociants multinationaux en raison de sa production de produits d'exportation comme le cacao et le café. C'est également un marché lucratif pour les importations de riz, qui ont longtemps été dominées par l'un des plus grands négociants de produits agricoles du monde : Louis Dreyfus Commodities (LDC), une entreprise privée française.

Grow Afrique affirme que 25 lettres d'intention, correspondant à 963 millions USD d'investissements, ont été signées entre la Côte d'Ivoire et ses entreprises membres. L'un des projets fait intervenir un important investissement de LDC, avec un soutien de Rabobank, pour une production locale de riz. Les populations locales en Côte d'Ivoire ont commencé à entendre parler de ce projet en janvier 2013, lorsque le PDG de LDC, Margarita Louis-Dreyfus, a fait un voyage personnel à Abidjan pour rencontrer le président Alassane Ouattara et signer un accord portant sur 100 000 à 200 000 ha de terres dans le nord du pays. Malgré l'immensité du projet, les détails de la transaction n'ont jamais été rendus publics.

Depuis cette date, cependant, le projet semble bloqué. Le ministère de l'Agriculture affirme que le gouvernement et l'entreprise sont actuellement en train de recruter des agriculteurs

pour un système de production sous contrat.[25] Mais des agriculteurs appartenant à des coopératives rizicoles de Korhogo, où le projet est censé être situé, disent qu'ils ont déjà rejeté les contrats offerts par LDC. Ils disent qu'ils n'en ont pas apprécié les clauses et ne voulaient pas fournir à l'entreprise une partie de leurs terres.[26] Pendant ce temps, LDC reste silencieux sur le projet et continue de casser les prix en vendant du riz bon marché, importé d'Asie, moins cher que les producteurs locaux. L'origine du riz local acheté par le négociant, et qu'il affiche fièrement dans les salons du secteur agro-industriel dans le pays, demeure un mystère (voir image 6).



Photo : Un champ de pommes de terre Indofood à Sembalun, sur l'île de Lombok, en Indonésie, servant à l'approvisionnement d'une usine de chips. **Agriculture contractuelle pour les chips Lay's au Nusa Tenggara occidentale, en Indonésie**

En Indonésie, PepsiCo produit et commercialise ses chips de pomme de terre Lay's par le biais d'une joint-venture avec la plus grande société alimentaire de l'Indonésie, Indofood.[27] Comme au Vietnam, Lay's peine à mettre en place un approvisionnement local pour sa variété de pomme de terre. Indofood est intervenu en lançant un projet visant au développement de la culture de pommes de terre avec des petits agriculteurs, qui fonctionne maintenant dans le cadre de PISAgro, la structure indonésienne de GROW Asie.

L'un des projets d'Indofood dans le cadre de ce projet a commencé en 2012 et associe des groupes d'agriculteurs dans cinq districts de Sembalun, Lombok et Nusa Tenggara occidentale. Les agriculteurs participants ont l'obligation d'acheter des plants de la variété de pommes de terre Atlantic de Syngenta, qui sont fournis et importés d'Australie par Indofood. La formation est dispensée par des organismes gouvernementaux provinciaux, le gouvernement australien et la Banque d'Indonésie.

Contrairement aux projets de pommes de terre Indofood dans d'autres régions d'Indonésie, dans ce cas, il n'y a pas de contrats entre l'entreprise et les agriculteurs, juste un accord verbal avec le dirigeant de chaque groupe d'agriculteurs. Les agriculteurs disent que l'absence de contrat leur donne une certaine flexibilité pour vendre sur les marchés locaux ou à d'autres acheteurs, mais elle permet également à Indofood de changer ses prix. Les agriculteurs disent que, pendant la saison 2016, le prix offert par Indofood était inférieur de moitié au prix des pommes de terre sur les marchés locaux. Les agriculteurs expliquent qu'ils ont vendu ce qu'ils pouvaient sur le marché local, mais la plus grande partie de leur production a dû être vendue à Indofood pour rembourser les dettes engagées pour les semences, les engrais et les frais administratifs.[28]

Horticulture high-tech et exportations de produits alimentaires transformés au Mexique

L'initiative mexicaine « Une nouvelle vision pour le développement de l'agro-alimentaire » (son acronyme espagnol est VIDA c'est-à-dire « vie ») s'accompagne de la participation de 40 entreprises et du Sagarpa (ministère mexicain de l'Agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation) et vise à accroître la production de céréales, d'oléagineux, de fruits et légumes, de cacao et de café. Elle revendique 85 000 agriculteurs participants dans l'ensemble du Mexique.

Comme ses homologues dans d'autres pays ciblés par Grow, le nouveau secrétaire à l'Agriculture du Mexique, José Calzada, est ébloui par le marketing de Grow et partage son obsession pour les exportations et les chaînes d'approvisionnement des entreprises : « Nous sommes en train de passer d'une agriculture traditionnelle à une mécanisation beaucoup plus importante et à des moyens de production technologiques. Précédemment, le Mexique a beaucoup investi pour aider l'agriculture « très traditionnelle », alors que maintenant la plus grande partie du budget vise à soutenir la technologie : construction de serres et d'infrastructures de haute technologie. »[29]

Pour J. Calzada, ce « miracle horticole » mexicain va de pair avec le miracle des « aliments transformés ». Si les exportations de produits horticoles dépassent les recettes pétrolières, les aliments transformés sont également en progression. Actuellement, le Mexique figure parmi les dix plus grands producteurs d'aliments transformés.[30] Les aliments transformés et l'exportation de produits horticoles remodelent l'agriculture mexicaine, avec la production de matières premières comme les farines et les amidons, le sirop de maïs à haute teneur en fructose et les huiles alimentaires d'une part, et les petits fruits, le brocoli, les concombres et les tomates cultivés en serre d'autre part. Les petits agriculteurs sont entraînés à l'intérieur de ces programmes, mais les avantages profitent principalement à des grandes entreprises agro-industrielles et à un modèle de production basé sur les produits chimiques, les semences hybrides, la mécanisation, les environnements high-tech et des contrats qui contraignent les producteurs à vendre exclusivement aux entreprises.

Cette évolution, selon J. Calzada, exige également la délocalisation massive des jeunes mexicains pour qu'ils travaillent comme ouvriers dans les entreprises agricoles : « Nous avons besoin d'un grand nombre de jeunes. Beaucoup de jeunes ont quitté les champs pour les villes [sic]. Nous avons besoin qu'ils opèrent un retour stratégique [...] Nous avons 25 millions de personnes dans les zones rurales et 7 millions travaillent dans les champs. »[31] Mais ce système ressemble à bien des égards à de l'esclavage et les conditions de travail ont donné lieu à un certain nombre de manifestations d'ouvriers agricoles au cours des deux dernières années.[32]



Serres Monsanto au Mexique.

La prise de pouvoir de GROW

La plus grande influence de Grow ne s'exerce pas dans les champs, mais en coulisses. Les structures régionales et nationales qu'il a établies fournissent à ses entreprises membres un accès direct aux ministres et autres fonctionnaires de haut rang, et elles leur offrent de nombreuses opportunités de faire pression en faveur de changements de politiques qui favorisent leurs intérêts.

Au Mozambique, par exemple, Grow Afrique et l'USAID ont créé un groupe de travail consultatif sur les affaires commerciales (Business Advisory Working Group - BAWG), que GROW Afrique décrit comme « une structure du secteur privé visant à permettre au secteur agro-industriel privé de s'exprimer d'une seule voix auprès du gouvernement ». Les entreprises agro-industrielles veulent que le gouvernement leur facilite l'acquisition d'autorisations d'exploitation des terres, connues au Mozambique sous le nom de DUAT (Direito do Uso e Aproveitamento da Terra). Selon Grow Afrique, « le groupe de travail a abordé cette question avec le ministère du Territoire, de l'Environnement et du Développement rural, qui a ensuite écrit aux bureaux provinciaux pour accélérer le traitement de la question des DUAT ».[33] Grow Afrique espère obtenir le même succès au Malawi, où il a engagé la branche sud-africaine de Deloitte pour lancer un projet pilote qui vise à mettre en place une structure similaire « pour faire avancer les actions sur les obstacles à l'investissement dans le secteur agricole ».[34]

Au Mexique, Grow a réussi, grâce à son programme VIDA, à formaliser une collaboration avec le Sagarpa pour développer des dispositifs d'agriculture contractuelle de type « agro-cluster » dans tout le pays. Ces dispositifs ont même été intégrés dans le Plan national de

développement du Mexique pour 2013-2018.[35] En Indonésie, PISAgro (le programme Grow en Indonésie) est en train de mettre en place un système de crédit financier appelé « dispositif innovant de chaîne de valeur » pour accorder des prêts petits et moyens à des agriculteurs, en coopération avec la Chambre indonésienne de commerce (KADIN), l'Association indonésienne des économistes (ISEI) et Bank Rakyat Indonesia. Ce dispositif est destiné à fournir aux agriculteurs un financement pour accéder à des semences et des engrais de haute qualité ainsi qu'à une formation aux bonnes pratiques agronomiques.[36]

Grow organise la plupart de ses efforts de lobbying autour de produits de base particuliers qui présentent un intérêt pour ses membres, comme le maïs, les pommes de terre, le café, le manioc ou le cacao. Au niveau national, ses structures prennent la forme de groupes de travail sur un produit de base, réunissant des entreprises et des organismes gouvernementaux, comme le Groupe de travail sur la pomme de terre en Indonésie, dirigé par Indofood ou la Plateforme des parties prenantes au secteur industriel du manioc au Ghana, dirigée par Olam et SABMiller. Au sein des structures sur les différents produits de base, les entreprises peuvent alors travailler ensemble et chercher à obtenir des changements de politiques spécifiques ou le soutien du gouvernement.

Encadré 1. Un manque de vision sur les changements climatiques

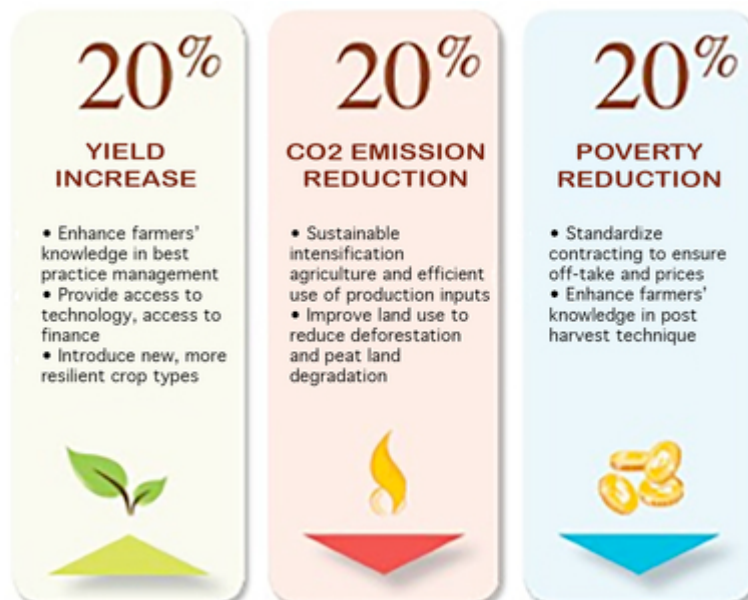
L'un des objectifs déclarés de la Nouvelle vision pour l'agriculture du FEM est de réduire les émissions de CO₂ provenant de l'agriculture de 20 % par décennie. Son approche consiste à mettre en œuvre des systèmes plus high tech basés sur le concept d'« Agriculture intelligente face au climat » et, dans cette logique, elle entretient des collaborations avec des ONG et des organisations d'agriculteurs.

Mais les éléments recueillis sur le terrain jusqu'à maintenant montrent que les programmes Grow n'ont pas fait grand chose pour réduire la plus grande source mondiale d'émissions de gaz à effet de serre de la production végétale, à savoir l'utilisation d'engrais azotés.[37] Les agriculteurs associés aux projets de production de pommes de terre et de maïs au Vietnam et en Indonésie, par exemple, ont augmenté leur utilisation d'engrais parce que les variétés pour lesquelles ils ont un contrat de culture exigent de plus grands apports d'engrais que les cultures et les variétés locales.[38] Dans de nombreux projets GROW, les agriculteurs ont même pour consigne d'utiliser les engrais azotés qui leur sont fournis, provenant de la société norvégienne Yara, l'une des entreprises clés derrière la Nouvelle vision pour l'agriculture du FEM et l'un des leaders de l'Alliance pour l'Agriculture intelligente face au climat. En effet, il y a une interaction fluide entre ces deux initiatives dominées par les entreprises.

Grow vise particulièrement à « relier plus de pays à des chaînes de valeur mondiales » et à accroître la production de produits de base destinés à l'exportation, et la transformation des aliments est fondamentalement en contradiction avec les véritables solutions aux changements climatiques. Ces chaînes de valeur mondiales détruisent les systèmes alimentaires locaux, à faibles émissions, au profit de systèmes très émetteurs de gaz à effet de serre qui nécessitent beaucoup de transports, de transformations, de stockage, de conditionnement, de réfrigération et de marketing.[39]

Vision

20 - 20 - 20



La

Nouvelle vision pour l'agriculture du FEM

Grow, c'est la même méthode, avec les mêmes acteurs de l'industrie

L'objectif principal de Grow est de mobiliser l'investissement des entreprises sur de nouvelles formes d'agriculture contractuelle, en les revendant sous le nouveau vocable d'« agro-industrie inclusive ». S'ils ont réussi à persuader certains agriculteurs qu'ils sont les bénéficiaires de ce dispositif, les projets Grow facilitent en fait la mainmise des entreprises sur les systèmes alimentaires et agricoles et dépossèdent les petits agriculteurs de tout pouvoir.

Le programme Grow aide une poignée d'entreprises à accéder, comme jamais auparavant, aux structures gouvernementales, et ainsi aux marchés et aux producteurs. Ce faisant, les entreprises semencières et agrochimiques obtiennent un marché sûr, avec l'aide des crédits publics versés aux petits agriculteurs pour acheter leurs produits phytosanitaires et leurs semences hybrides. De plus, les entreprises agro-industrielles économisent beaucoup d'argent en amenant des agriculteurs à signer des contrats avec eux, ce qui leur évite de louer des terres pour mener une production à grande échelle. Enfin, les entreprises garantissent leur approvisionnement en produits et en matières premières agricoles, auprès de ces agriculteurs sous contrat, pour leur fabrication d'aliments transformés. Pour les entreprises, Grow offre un scénario gagnant-gagnant.

Mais il n'y a pas d'avenir pour les petits agriculteurs ou pour les petits négociants ou transformateurs du secteur alimentaire dans le cadre cette stratégie, sauf lorsqu'ils peuvent jouer un rôle de subordonnés pour atteindre le principal objectif des grandes entreprises agroalimentaires : garantir un approvisionnement bon marché de fruits et légumes et de matières premières pour les aliments transformés tout en vendant de plus en plus d'intrants agricoles industriels.

Il est important de prendre ce programme pour ce qu'il est : un mécanisme de prise de pouvoir des entreprises. Pour les agriculteurs et la société civile, le défi consiste à identifier et rejeter ces dispositifs qui n'apportent rien dans la lutte contre la faim, la pauvreté ou les changements climatiques. La solution passe par les communautés et les mouvements qui

mettent en avant une vision de la souveraineté alimentaire basée sur les marchés locaux, l'agro-biodiversité et l'agroécologie.

[1] Entretien avec Nguyen Hong Hang, juillet 2016.

[2] Visites de terrain chez des agriculteurs sous contrat avec PepsiCo, juillet 2016.

[3] Cela va changer si l'acquisition de Syngenta par ChemChina se concrétise. On pourra trouver la liste des entreprises à l'adresse : <https://www.weforum.org/projects/new-vision-for-agriculture/>

[4] Voir : <https://www.weforum.org/projects/new-vision-for-agriculture/>

[5] Oxfam France, Action contre la faim et CCFD, « La Faim, un business comme un autre », 2016, https://www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/rapport_nasan_bilan2016.pdf

[6] Voir leur Rapport d'avancement annuel conjoint pour 2014-15 à l'adresse : <https://www.growafrica.com/node/23346>

[7] Ces huit pays sont le Vietnam, l'Indonésie, les Philippines, le Myanmar, la Malaisie, le Laos, le Cambodge et Singapour.

[8] Voir : « World Economic Forum on Latin America : Advancing through a Renovation Agenda », programme arrêté lors de la réunion à la Riviera Maya, au Mexique, 6 - 8 mai 2015.

[9] World Economic Forum, « The Global Challenge on Food Security and Agriculture : A global initiative of the World Economic Forum », http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/WEF_GlobalChallenge_FoodSecurityandAgriculture_Overview.pdf

[10] World Economic Forum, « Latin American Agriculture Will Drive Growth and Food Security, Leaders Say », 17 juin 2015, <https://www.weforum.org/press/2016/06/latin-american-agriculture-will-drive-growth-and-food-security-leaders-say/>

[11] World Economic Forum, « The Global Challenge », op cit.

[12] Ibid.

[13] Initiative sur le thé au Vietnam. PPP pour un développement agricole durable. Avril 2015, <https://www.unilever.com/sustainable-living/the-sustainable-living-plan/enhancing-livelihoods/inclusive-business/mapping-our-farmer-programmes/tea-vietnam.html>

[14] Jenny Costelloe, « Sustainable Agriculture Partnerships : Something for Everyone », 29 octobre 2015, <http://www.growasia.org/resources/blogs/sustainable-agriculture-partnerships/>

[15] <https://www.growafrica.com/countries/ethiopia>

[16] Monsanto Indonesia, « Kontribusi Monsanto Indonesia PISAgro Kemitraan Jagung Berkelanjutan terhadap Ketahanan Pangan dan Kesejahteraan Petani », 5 novembre 2014, <http://www.monsanto.com/global/id/berita-pandangan/pages/kontribusi-monsanto-indonesia-pisagro-kemitraan.aspx>; Kontan, « Upaya mewujudkan swasembada pangan melalui PISAGRO », 5 novembre 2014, <http://industri.kontan.co.id/news/upaya-mewujudkan-swasembada-pangan-melalui-pisagro>

[17] Voir : GRAIN, « Le piège de l'investissement agricole socialement responsable », le 14 octobre 2015, <https://www.grain.org/fr/article/entries/5309-le-piege-de-l-investissement-agricole-socialement-responsable>

[18] Voir, par exemple, la déclaration de principes de Grow Afrique « Grow Africa, Responsible investment and land : Making good practice a competitive advantage », août 2015, https://www.growafrica.com/sites/default/files/Position%20Statement-GA_RespInv_Land_%28FINAL%29.pdf

[19] Les membres du Conseil sont les suivants : AsiaDHRRA, Conservation International, Mercy Corps, Landesa, Rainforest Alliance, Initiative pour le commerce durable (IDH), Swisscontact, The Nature Conservancy et World Vision Australia.

[20] Duong Dinh Tuong, « A high price : mounting debt means tragedy for tens of thousands of farmers in Vietnam », GRAIN, 17 octobre 2016, <https://www.grain.org/e/5570>. L'article original, en vietnamien, est consultable à l'adresse : <http://m.nongnghiep.vn/nuoc-mat-noi-buon-va-bi-kich-cua-ngan-van-kiep-nguoi-trong-ngo-o-son-la-post174288.html>

[21] New Alliance for Food Security and Nutrition and Grow Africa Joint Progress Report 2014 - 2015, https://www.new-alliance.org/sites/default/files/resources/New%20Alliance%20Progress%20Report%202014-2015_0.pdf

[22] Selon les termes de l'accord de bail signé le 19 décembre 2014.

[23] Starr FM, « Ghana to lose over \$3m project over land dispute », 28 septembre 2016, <http://starrfmonline.com/1.9931865>. Un « knocking fee » est un terme africain qui désigne généralement un don matériel ou financier fourni en échange du consentement d'une personne dans le cadre d'une négociation. Il peut être considéré comme une forme de corruption.

[24] Visites de terrain, avril 2016.

[25] Jeune Afrique, « Riziculture : Louis Dreyfus Déchante en Côte d'Ivoire », 7 janvier 2015, <http://www.jeuneafrique.com/4310/economie/riziculture-louis-dreyfus-d-chante-en-c-te-d-ivoire/>

[26] Entretiens avec des producteurs de riz dans le nord de la Côte d'Ivoire, mars 2016.

[27] Indofood assure la présidence du Groupe de travail sur la pomme de terre au sein de PISAgro/Grow Asie. Partiellement détenu par First Pacific Group, une société d'investissement basée à Hong Kong, cette entreprise est le plus grand fabricant mondial de nouilles instantanées.

[28] Visite de terrain, septembre 2016

[29] Thad Thompson, « Food exports surpass oil for Mexico », The Produce News, 11 mai 2016, <http://www.theproducenews.com/the-produce-news-today-s-headlines/18727-food-exports-surpass-oil-for-mexico>

[30] Le Mexique figure parmi les dix plus grands producteurs d'aliments transformés. Voir : GRAIN, « Le libre-échange et l'épidémie de malbouffe au Mexique », <https://www.grain.org/fr/article/entries/5189-le-libre-echange-et-l-epidemie-de-malbouffe-au-mexique>

[31] Thad Thompson, « Food exports surpass oil for Mexico », Op. cit.

[32] Voir le reportage et les photographies de David Bacon : « Farm Workers in Two Countries Boycott Driscoll's Berries », The Progressive, 14 mars 2016, <http://www.progressive.org/news/2016/03/188606/farm-workers-two-countries-boycott-driscoll%E2%80%99s-berries> ; « Los trabajadores del Valle de San Quintín ya no están dispuestos a ser invisibles », Desinformémonos, 24 janvier 2016, <https://desinformemonos.org/los-trabajadores-del-valle-de-san-quintin-ya-no-estan-dispuestos-a-ser-invisibles/> ; The Reality check, photographs and stories, <http://davidbaconrealitycheck.blogspot.mx/> ; « Hemos decidido salir de las sombras » et « Migrantes oaxaqueños exigen cambios en los campos », Ojarasca 222, octobre 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2015/10/10/oja-sombras.html>

[33] Voir : <https://www.growafrica.com/groups/business-advisory-working-group-mozambique>

[34] Voir : <https://www.growafrica.com/countries/malawi>

[35] Sagarpa, « Impulsan Sagarpa y agroempresarios proyectos de seguridad alimentaria y desarrollo para pequeños y medianos productores », <http://sagarpa.gob.mx/saladeprensa/2012/Paginas/2013B605.aspx>

[36] Fiche d'information de PISAgro, « Building Indonesia food security through public private partnership », <http://www.goldenagri.com.sg/pdfs/News%20Releases/2016/PISAgro%20Fact%20Sheet>

[t.pdf](#)

[37] GRAIN, « Les Exxon de l'agriculture », septembre 2015, <https://www.grain.org/e/5271>

[38] Communication personnelle avec GRAIN, juillet et août 2016.

[39] GRAIN et La Vía Campesina, « Souveraineté alimentaire : cinq étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population », décembre 2014, <https://www.grain.org/e/5101>

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © Grain, grain.org, 2017

Articles Par : Grain

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca